

TOUT A GAGNER

Le 29 mai prochain, les Français auront à se prononcer par référendum sur le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Il ne s'agit pas d'un scrutin traditionnel qui verrait s'affronter les partis politiques. Il est demandé à chacun d'entre nous de dire s'il veut continuer, avec ce sixième traité d'Union européenne, le projet européen entamé en 1950. Depuis cette époque, nous avons réussi la paix, la stabilité et le retour à la prospérité. L'Europe économique nous a beaucoup profité et nous avons des alliés privilégiés pour faire face à un monde en transformation rapide. Il nous faut désormais faire mieux alors que l'Union s'est élargie. A 25, on ne fonctionne plus comme à 6 ! Le monde a changé et de nouvelles puissances apparaissent avec une compétition plus âpre. Nous sommes aujourd'hui consultés sur un nouveau traité qui réorganise les institutions. Les négociations entre les gouvernements ayant échoué à les réformer, il a été demandé à une Convention européenne, composée de représentants de toutes les sensibilités, de rédiger un Traité permettant à l'Europe d'être plus transparente, plus proche des citoyens et plus efficace. Contre toute attente, elle a réussi à élaborer un compromis qui respecte le modèle européen, corrige les erreurs passées et modernise les institutions. Ce n'est pas une révolution, mais c'est très positif. C'était indispensable.

Dans ce traité, la France y gagne (13,4% des droits de vote au Conseil contre 9% actuellement), le couple franco-allemand retrouve son poids réel (31,4% contre 18%), les pays fondateurs de l'Union reprennent la main (49,9% des droits de vote contre 35,9%) parce que la population devient le critère du poids des pays en Europe. Avec cette Constitution, qui n'est pas supérieure à la Constitution française, les Français disposent de droits nouveaux reconnus au niveau européen, sans qu'aucun de leurs droits nationaux ne soit affecté. Notre modèle de société, celui de l'économie sociale de marché, est consacré et accepté, y compris par les pays qui viennent de nous rejoindre et ceux qui ne partagent pas toutes nos conceptions, comme le Royaume-Uni. Nous y gagnons en transparence et en clarté. Les compétences de l'Union sont clarifiées -elles n'augmentent d'ailleurs pas- et sont contrôlées par notre Parlement national. Les institutions sont identifiées avec un Président stable et un ministre des Affaires étrangères. L'Europe sera plus forte sur la scène internationale.

Nous avons donc tout intérêt à adopter ce traité que nous avons souhaité et inspiré. Dans le cas contraire, les choses resteront en l'état et se déliteront peu à peu sous la pression de la compétition mondiale : l'Europe se rangera davantage aux arguments de ceux qui souhaitent le moins de règles possible. Mais, dans tous les cas, nous n'aurons aucune chance de négocier un nouveau compromis, qui serait forcément moins favorable à la France parce que nous ne retrouverions plus les principes auxquels nous sommes légitimement attachés. Voilà de quoi il s'agit. Nous sommes loin des passions et des empoignades politiques. En disant Oui, nous y gagnons beaucoup sans rien y perdre. Nous nous mettons en mesure de mieux répondre, à plusieurs et unis, aux lourds défis d'aujourd'hui et de demain. A travers l'Europe, nous préservons et augmentons notre poids dans le monde.

Jean-Dominique GIULIANI
Président de la Fondation Robert Schuman